

devoir précipitamment réarmer et reconnaître implicitement par une telle décision que les Français, ces importuns, ces gens soupçonneux et surexcités, avaient cependant été ceux qui, depuis 1919, avaient vu clair. Ces évocations ne nous empêcheront certainement pas de nous réjouir du réarmement britannique puisque la géographie et l'évolution historique ont rendu la Grande-Bretagne et la France étroitement solidaires. Les deux nations sont nécessaires l'une à l'autre. Mais nous ne saurions nous empêcher de penser à quel point les affaires de l'Europe pourraient être différentes aujourd'hui des menaces de l'heure présente si après 1919 la Grande-Bretagne, au lieu de chercher à séparer sa cause de la nôtre, était restée résolument et strictement fidèle à l'entente cordiale, si elle s'était montrée dès la première heure bien décidée à faire exécuter dans sa plénitude le traité de paix signé par elle et si elle avait conservé précieusement l'organisation militaire et navale dont, on ne le voit que trop aujourd'hui, elle ne saurait se démunir sans s'exposer à déchoir. Hélas ! nos excellents amis anglais doivent se résigner maintenant à avouer que leur politique postérieure à 1919 a eu pour conséquence de réduire à peu près totalement à néant les résultats de la guerre mondiale. Nous voici en présence d'une Allemagne qui, demain, sera aussi redoutable et aussi menaçante qu'en 1914, éventualité qui contraignait la France à se montrer très réticente quand on lui proposait, à l'improviste, en 1935, de courir des risques sur un autre front. Si nous n'étions pas les premiers menacés par la situation dangereuse à laquelle tant d'erreurs, qui n'étaient pas de notre chef, ont conduit l'Europe et si, après tout, notre intérêt n'était pas d'accorder à John Bull qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, nous serions vraiment en droit de lui dire : « Tu l'as voulu, Georges Dandin ! »

Quant au discours alarmiste prononcé le 14 février par l'amiral Murray Sutter, il n'a fait que répéter sur la situation réelle de la Grande-Bretagne en Méditerranée des informations parues depuis plusieurs mois dans *L'Illustration*. Les exhortations exprimées le même jour par sir Austen Chamberlain (le dernier survivant du grand trio de Locarno) ont été d'une exceptionnelle solennité. Il nous a fait entendre — hélas ! pourquoi si tard ? — la voix d'une Angleterre réveillée enfin de sa torpeur et résolue, pour rester à la hauteur de sa grande histoire, aux efforts les plus vastes et, s'il le faut, aux décisions les plus dramatiques.

Hier soir, je me suis rendu à un cinéma où un film maritime donne lieu plusieurs fois, de la part des artistes, au chant du *Rule, Britannia !* En 1897, lors du jubilé de la reine Victoria, quand on chantait en scène le *Rule, Britannia !* tout le public se levait, enthousiaste, presque menaçant, et reprenait ce refrain en un chœur farouche. Hier, personne ne s'est levé ; personne n'a entonné cette vieille glorification de *Britannia* qui gouverne les vagues. Tous les auditeurs sont demeurés inertes et silencieux. Signe des temps.

LUDOVIC NAUDEAU.

LES ÉLECTIONS ESPAGNOLES

Les élections générales ont eu lieu en Espagne, le 16 février, et elles ont été une surprise. Elles ont, en effet, tourné complètement à l'avantage des gauches, qui se trouvaient éliminées du pouvoir depuis la dernière consultation électorale de novembre-décembre 1933. Le ministère Portela Valladares, formé le 15 décembre dernier, n'avait d'autre but que de procéder au renouvellement des Cortès que le président Alcalá Zamora venait de dissoudre pour ne pas céder aux exigences de M. Gil Robles, le chef du parti populaire, dont il suspectait le loyalisme républicain. Cette dissolution était un « saut dans l'inconnu ». M. Valladares, d'accord en cela avec le chef de l'Etat, voulut du moins que les élections nouvelles fussent sincères, et il laissa à tous les partis, même aux socialistes, la liberté de leur propagande. Ce fut précisément ce libéralisme qui provoqua, le 30 décembre dernier, une crise ministérielle partielle ; plusieurs des collaborateurs de M. Valladares, représentant encore dans sa combinaison l'ancienne coalition gouvernementale de la



Le vote de M. Azana.

droite et du centre, ayant refusé de s'associer à une neutralité qu'ils estimaient préjudiciable aux intérêts des partis modérés. Une grande agitation politique s'ensuivit, les monarchistes allant jusqu'à réclamer la mise en accusation du président du Conseil et du président de la République lui-même. La campagne électorale fut ainsi des plus agitées. Ce qui la caractérisa, ce fut la formation de deux blocs, l'un de droite, l'autre de gauche, qui se sont affrontés. Les partis de gauche avaient lourdement pâti jusque-là de leurs querelles intestines. En constituant un front commun, ils ont retrouvé tous les avantages de l'union et repris les positions qu'ils occupaient en 1931 et qu'ils avaient perdues en 1933. Il faut attendre



M. Gil Robles, leader de la droite.

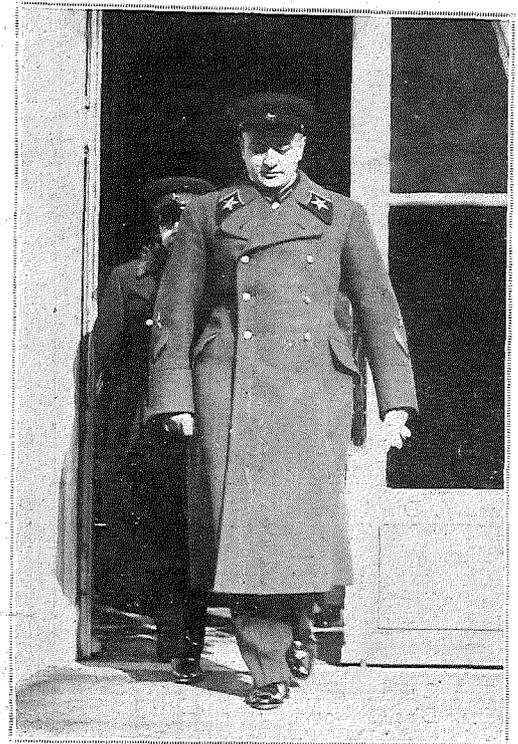
le scrutin de ballottage, qui aura lieu le 1^{er} mars, pour connaître les résultats définitifs. Mais d'ores et déjà il apparaît que les gauches détiendront dans les nouvelles Cortès la majorité absolue. Le nombre des sièges à pourvoir étant de 473, cette majorité est de 237. Or, plus de 250 mandats sont à l'heure actuelle assurés au bloc des gauches qui, dans la Chambre dissoute, n'en totalisait que 121.



M. Largo Caballero, leader du parti socialiste.

VISITES DIPLOMATIQUES

Le premier ministre belge, M. Van Zeeland, répondant à une invitation du comité Franco-Belgique-Luxembourg, s'est rendu à Paris, le 13 février, ainsi que le chef du gouvernement luxembourgeois, M. Bech. A cette occasion, M. Van Zeeland a eu avec M. Flandin un fort utile entretien. Certes, l'amitié franco-belge n'avait pas besoin d'être à nouveau réaffirmée, mais entre les deux pays se posent des questions d'ordre économique et commercial où les intérêts sont parfois divergents et qu'il convient de ne pas laisser exploiter, en Belgique, par les milieux flammingants. La conversation des plus cordiales qui a eu lieu entre les deux ministres leur a permis de se mettre d'accord sur ces divers litiges, à la vérité minimes. M. Van Zeeland a également fait part à M. Flandin de ses inquiétudes au sujet de la zone démilitarisée du Rhin dont le Troisième Reich respecte de moins en moins le



Le maréchal Toukhatchevsky sortant du ministère de la Guerre, à Paris.

statut. Sur ce point, la France et la Belgique sont décidées à se montrer très fermes.

Dans le même temps, s'est trouvé aussi à Paris le maréchal Toukhatchevsky, commissaire du peuple adjoint à la Défense nationale de l'U. R. S. S., qui revenait de Londres où il avait accompagné M. Litvinof pour les funérailles du roi George V. Les contacts qu'il a pris avec nos milieux militaires sont passés d'autant moins inaperçus qu'ils coïncidaient avec le débat parlementaire sur la ratification du pacte franco-soviétique.

LE FROID AUX ÉTATS-UNIS

(Voir notre gravure de couverture.)

Chaque hiver, des vagues de froid s'abattent sur les États-Unis. Cette année, elles furent remarquablement violentes et dévastèrent plusieurs États. En particulier les froids sévèrent cruellement dans l'Ontario et les magnifiques chutes de Niagara en furent les premières victimes. A vrai dire, il n'est point rare de voir ces tourbillons liquides aux prises avec les rigueurs de l'hiver, mais, généralement, une partie seulement des chutes se recouvre de glace. Cette saison-ci, ainsi qu'il apparaît sur la photographie que nous reproduisons, la presque totalité du célèbre fer à cheval disparut sous une épaisse couche glacée, provoquant les plus extraordinaires et les plus gigantesques effets de stalactites.

L'EXPANSION FRANÇAISE EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Notre prochain numéro (29 février) sera en grande partie consacré aux fêtes de Dakar et à l'expansion française en Afrique occidentale. Il paraîtra sous couverture spéciale et comprendra des pages en couleurs et en héliogravure. Son prix de vente reste fixé à 3 francs.

L'AGITATION AU QUARTIER LATIN

Nous avons pu croire, jusqu'à la semaine dernière, que les manifestations des étudiants en droit contre le cours de M. Jèze ne seraient que l'un de ces mouvements vifs et sans gravité qui font la vie exubérante du Quartier Latin. Les nouveaux incidents qui ont entraîné la démission de M. le doyen Allix nous font une obligation de parler d'une effervescence à laquelle les sages avis d'un maître unanimement respecté — nous parlons de M. Allix — eussent mis fin promptement sans doute si, de part et d'autre, ils avaient été entendus.

Rappelons que les étudiants protestent non pas contre le fait qu'un juriste français soit l'avocat-conseil du gouvernement éthiopien, mais contre la situation, inacceptable à leur avis, d'un professeur de notre université agissant comme mandataire d'une puissance étrangère et s'instituant, à Genève, par son action véhémement et ses réquisitoires passionnés contre le gouvernement italien, l'adversaire de la politique pacificatrice du gouvernement de son propre pays.

Déjà, à la rentrée, le cours de M. Jèze avait dû s'interrompre sous les clameurs des étudiants. Le matin du 9 janvier, le professeur, qui avait tenté de reprendre sa chaire, dut se retirer sous les huées. Comme sanction, M. Guernut, ministre de l'Éducation nationale, après une entrevue avec M. le recteur Charléty et M. Allix, décida la fermeture de la Faculté de droit jusqu'à nouvel ordre. Après la réouverture de la faculté, M. Gaston Jèze tenta de reprendre son cours, sous la protection d'imposantes forces de police ; une ampoule de gaz lacrymogène, brisée dans l'amphithéâtre, interrompit la première leçon.

Dans le but de manifester au cours du 12 février, une centaine d'étudiants se barricadèrent la veille, à la fin de l'après-midi, à l'intérieur de la Faculté de droit. Malgré les appels du doyen, ils se refusèrent à sortir, se préparant à passer la nuit sur place munis de victuailles et de bougies. Ils avaient, auparavant, fermé les entrées de la faculté. Des bancs entassés bloquaient les issues de l'amphithéâtre. M. Allix dut faire appel à la police.

Pourtant, avant de laisser les agents expulser les étudiants, et pour réduire au minimum les incidents à prévoir, le doyen avait convoqué à la faculté M. Nielsen, président de l'Union nationale des associations générales d'étudiants de France, et M. Thielland, délégué élu au conseil de discipline. D'accord avec les autorités policières, le doyen pria MM. Nielsen et Thielland d'intervenir auprès des étudiants pour qu'ils ne résistent pas à l'autorité. Les étudiants consentirent à se laisser

appréhender paisiblement, et M. Thielland sortit le premier de la faculté par la porte du secrétariat de la rue Cujas. A ce moment, il reçut des coups de poing, fut jeté à terre et piétiné : « Monsieur le doyen, cria-t-il, c'est une indignité. » M. Allix, qui était à proximité, se précipita en protestant vivement contre la police qui ne respectait pas les engagements de ses chefs. Il reçut alors lui-même, en pleine figure, un coup de poing qui lui fendit la lèvre. Il reconnut comme son agresseur, et un employé de la faculté put appuyer son témoignage, un gardien de la paix qui, le coup porté, avait disparu dans un groupe entourant l'un des cars.

Les étudiants protestataires arrêtés furent conduits au poste de police en même temps que leur camarade Thielland, évanoui. Ils ne furent libérés que sur la promesse qu'ils ne continueraient point l'agitation dans la soirée.

Le doyen démissionna le lendemain malgré l'insistance du conseil de la faculté où M. Jèze s'était abstenu de paraître. Ajoutons que, dans sa lettre au ministre de l'Éducation nationale, il a protesté énergiquement contre la version de la police affirmant que le doyen avait été frappé involontairement par M. Thielland lui-même tandis qu'il se débattait et tombait à terre.

L'attitude de M. le doyen Allix, frappé pour avoir tenté de défendre les étudiants, a valu à l'éminent professeur un regain de respectueuse sympathie qui s'est manifestée par l'affluence des étudiants à son cours de vendredi, 14. Salué par de chaleureux applaudissements, M. Allix, dans le plus noble langage, a demandé que cet attachement qu'on lui manifestait se traduisît par un apaisement des esprits.

LA GUERRE ÉTHIOPIENNE

Un communiqué italien n° 126, du 17 février, a annoncé une grande victoire remportée sur les Éthiopiens au sud de Makallé, du 10 au 15 février. C'est l'occasion de revenir avec quelque détail sur les opérations militaires qui, depuis un mois, se sont déroulées en Éthiopie, sur le front sud d'abord, puis sur le front nord. Nos précédents numéros n'avaient pu que les enregistrer brièvement, d'autant que les informations étaient souvent contradictoires et sujettes à caution. Aujourd'hui il est possible de rétablir les faits dans leur exactitude et de prendre une vue d'ensemble des événements.

L'OFFENSIVE DE SOMALIE

L'offensive italienne entamée le 12 janvier sur le front de Somalie semble avoir répondu à deux

but : l'un, politique, l'autre, stratégique. Politiquement, le maréchal Badoglio avait hâte de mettre fin à une inaction que l'on avait reprochée à son prédécesseur, le général, devenu maréchal, de Bono, et dont il n'avait pu se départir lui-même au lendemain de sa prise de commandement, car les opérations militaires sont tributaires de conditions matérielles, indépendantes de la personnalité du chef. Mais il était urgent, pour des raisons de prestige, qu'à la veille de la réunion du Conseil de la Société des Nations, le 20 janvier, l'Italie pût se prévaloir d'un succès. Dans l'ordre stratégique, la marche sur Harrar, par Djidjiga, en remontant la vallée du Fafan, demeure l'objectif essentiel du général Graziani, commandant le front sud. Cette marche est rendue très pénible et nécessairement ralentie par les immenses étendues de sable qu'il faut traverser. Mais l'avance italienne pouvait être compromise par le mouvement enveloppant des Éthiopiens, sur l'aile gauche. On n'ignorait pas que le ras Desta procédait à cet effet à de gros rassemblements de troupes dans la région au nord-ouest de Dolo. Si, prenant l'ennemi à revers, il avait réussi à progresser jusqu'à l'Ouebbi Chebeli, il aurait coupé les Italiens de leurs bases et mis en très fâcheuse posture les détachements et les convois aventurés dans la vallée du Fafan. Il était donc urgent de disperser ces rassemblements inquiétants avant leur entrée en action.

C'est à cette pensée qu'a correspondu l'offensive italienne partie de Dolo. Sa réussite, semble-t-il, a été complète, car non seulement les Éthiopiens ont été mis en déroute et ont dû battre en retraite après avoir subi des pertes élevées, mais encore le front de combat a été reporté à 300 ou même 400 kilomètres de Dolo, libérant ainsi toute l'aile gauche italienne de la pression qui la menaçait.

Le général Graziani, qui ne dispose, sur l'ensemble du front sud, que d'une soixantaine de mille d'hommes, a mené l'offensive de Dolo avec des effectifs fort peu élevés — environ 20.000 hommes de la division Pelotarina, des Chemises noires et de troupes indigènes — répartis en trois colonnes. Les combats les plus importants ont été livrés dans la zone encadrée par les deux rivières Daoua Parma et Djestro, avec le Ganale Doria comme axe. Ils ont été très durs, car les Éthiopiens étaient fortement retranchés. Ceux-ci possédaient d'ailleurs une importante supériorité numérique. Sans entrer dans le détail des opérations, leur épisode décisif a été, le 20 janvier, la prise de Neghelli, la capitale du pays galla, distante de 380 kilomètres de Dolo, au nord-ouest. Cette brillante action a eu pour résultats immédiats la soumission de tous les chefs locaux. Neghelli, où un important butin



Le grand guébi de Makallé avec ses deux enceintes circulaires. — Phot. aérienne Geo Ham.